

## II RESUME

La requérante « psychologue dans une MECS (maison d'enfants à caractère social) sanitaire ... employée à plein temps » est « confrontée ... à une situation problématique quant à [sa ] fonction ». La DDASS [lui] a expressément ordonné d'effectuer une mission de veille dans cet établissement suite à des attouchements sexuels entre enfant et à une dénonciation du fonctionnement de l'établissement par une éducatrice. »

La requérante précise que, pour l'ensemble du personnel, les conditions de l'enquête de la DASS furent mauvaises du fait d'un « sentiment d'agression et de tentative de manipulation dans le but de corroborer des propos apparemment tenus par l'éducatrice ».

Une mission de veille est imposée à la requérante : « informer la DDASS pour une période indéterminée, de tout événement, même apparemment insignifiant qu'[elle pourrait ] relever ou qui serait portée à [ sa ] connaissance »

La question que se pose la requérante est de « savoir si un psychologue peut exercer ce rôle eu égard à l'article 24 du code de déontologie relatif aux devoirs du psychologue envers ses collègues ». Dans le courrier qui lui est adressé par la DDASS elle dit être dérangée par l'expression « événement apparemment insignifiant... puisque si je suis d'accord avec la nécessité de signaler des actes de maltraitance, je le suis beaucoup moins avec l'idée de signaler tous faits et gestes ou propos de mes collègues voire aussi des enfants suivis. »

Lors d'une communication téléphonique avec les services de la DDASS, il lui a été demandé de signaler « le moindre conflit entre collègues »

Elle sollicite l'avis de la CNCDP sur deux points :

- un psychologue peut il exercer un tel rôle au sein d'un établissement ?
- les services de la DDASS peuvent ils l'y obliger « car, malgré les réserves qu'[elle a ] pu formuler quant à cette mission, à aucun moment [elle n'a] eu la possibilité de la refuser. »

Pièce jointe: aucune.

## III AVIS

La Commission retiendra les points suivants :

- I - Le devoir du psychologue envers ses collègues.
- II - L'exercice professionnel et ses conditions:
  - a - la mission fondamentale du psychologue.
  - b - les obligations à la loi commune



## c – devoirs et responsabilité du psychologue

I – En citant l'article 24 du Code, *<< Lorsqu'un psychologue remplit une mission d'audit ou d'expertise vis-à-vis de collègues ou d'institutions, il le fait dans le respect des exigences de sa déontologie.>>*, la requérante confond sa mission de veille avec une mission d'audit ou d'expertise; On peut penser que ce qui lui est confié l'entraîne à un rôle de surveillance et de transmission d'informations. La commission se pose la question "Comment une personne, toute psychologue soit elle, peut-elle réaliser une surveillance dans l'institution où elle travaille au même titre que les autres psychologues, que le reste du personnel, sans aucune relation hiérarchique explicitée?

Ce genre de mission est en principe exécuté par des personnes extérieures, afin de garantir un minimum de neutralité, d'objectivité.

Cette situation, "mission de veille" « il fallait que je signale le moindre conflit entre collègues » ( cf. la communication téléphonique rapportée), à la demande de la DDASS, qui l'entraîne à exercer une surveillance pose la question de l'information de cette mission par le personnel. La psychologue doit s'assurer de l'accord des personnes observées afin de respecter l'article 9 du code : *<< Avant toute intervention, le psychologue s'assure du consentement de ceux qui le consultent ou participent à une évaluation, une recherche ou une expertise. Il les informe des modalités, des objectifs et des limites de son intervention... Dans toutes les situations d'évaluation, quel que soit le demandeur, le psychologue rappelle aux personnes concernées leur droit à demander une contre-évaluation>>*

D'autre part, surveillance, veille, expertise ou audit, il appartient au psychologue de ne pas oublier sa mission fondamentale qui est *<< de faire reconnaître et respecter la personne dans sa dimension psychique. Son activité porte sur la composante psychique des individus, considérés isolément ou collectivement. >>* Article 3. En relevant "des faits et gestes" de ses collègues qu'elle transmettra par la suite au service de la DDASS, la requérante va s'éloigner de cette dimension psychique, aller à l'encontre du principe fondamental *<< que nul n'est tenu de révéler quoi que ce soit sur lui-même.>>* Titre I-1.

La requérante estime avec raison devoir respecter l'article 13 en cas de maltraitance *<< le psychologue ne peut se prévaloir de sa fonction pour cautionner un acte illégal, et son titre ne le dispense pas des obligations de la loi commune. Conformément aux dispositions de la loi pénale en matière de non assistance à personne en danger, il lui est donc fait obligation de signaler aux autorités judiciaires chargées de l'application de la Loi toute situation qu'il sait mettre en danger l'intégrité des personnes.*



- Dans le cas particulier où ce sont des informations à caractère confidentiel qui lui indiquent des situations susceptibles de porter atteinte à l'intégrité psychique ou physique de la personne qui le consulte ou à celle d'un tiers, le psychologue évalue en conscience la conduite à tenir, en tenant compte des prescriptions légales et d'assistance à personnes à danger. Le psychologue peut éclairer sa décision en prenant conseil auprès de collègues expérimentés.>> Et ceci, même si elle n'accepte pas la mission qui lui paraît incompatible avec sa déontologie.

- Pour répondre à l'injonction de la DDASS, la psychologue peut invoquer l'article 11 qui stipule << il ne répond pas à la demande d'un tiers qui...fait acte d'autorité abusive dans le recours à ses services>>

. Apparemment, la hiérarchie tente de la faire sortir de son rôle professionnel et le fait d'être salariée ne modifie pas ses devoirs professionnels: article 8 << Le fait pour un psychologue d'être lié dans son exercice professionnel par un contrat ou un statut à toute entreprise privée ou tout organisme public ne modifie pas ses devoirs professionnels et en particulier ses obligations concernant le secret professionnel et l'indépendance du choix de ses méthodes et de ses décisions.>>, ni sa responsabilité professionnelle: titre I-3

Son refus d'accepter une telle tâche, peut aussi se légitimer par l'article 7 concernant sa mission << Le psychologue accepte les missions qu'il estime compatibles avec ses compétences, sa technique, ses fonctions, et qui ne contreviennent ni aux dispositions du présent Code, ni aux dispositions légales en vigueur.>>

**Paris, le 15 janvier 2005**

**Pour la CNCDP**

**Jean CAMUS**

**Président**